

DIRECTIVE 2600-020

TITRE :	Directive sur la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes	
ADOPTION :	Comité de direction	Résolution : CD-2003-12-16-11
ENTRÉE EN VIGUEUR :	16 décembre 2003	
MODIFICATION :	Comité de direction	Résolution : CD-2009-03-02-09

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	1
1. RESPONSABILITÉ ET DIFFUSION DES DOCUMENTS DE L'UNIVERSITÉ.....	1
2. PERSONNES RESSOURCES.....	2
3. COMITÉ CONSULTATIF	2
4. TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS.....	2
5. DÉLÉGATION DE POUVOIR	2
6. TENUE D'UN REGISTRE	2
7. DIFFUSION ET MISE À JOUR DE LA DIRECTIVE.....	2
8. ENTRÉE EN VIGUEUR	2

PRÉAMBULE

La *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* est entrée en vigueur le 20 décembre 2001. Cette loi prévoit des dispositions afin de permettre la communication de renseignements confidentiels sans le consentement de la personne concernée, en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, dans les situations où il existe un motif raisonnable de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves qui menacent une personne ou un groupe identifiable.

Pour donner suite aux dispositions obligatoires de cette loi, le recteur, la personne qui a la plus haute autorité au sein d'une université doit, par directive, établir les conditions et les modalités suivant lesquelles les renseignements peuvent être communiqués par le personnel de l'université.

1. RESPONSABILITÉ ET DIFFUSION DES DOCUMENTS DE L'UNIVERSITÉ

La secrétaire générale ou le secrétaire général est responsable de l'accès aux documents de l'Université et prend la décision en dernier ressort quant à la transmission des renseignements.

La décision de la secrétaire générale ou du secrétaire général est exécutoire et le personnel de l'Université est tenu d'y donner suite sans délai.

2. PERSONNES RESSOURCES

La secrétaire générale ou le secrétaire général peut consulter le comité consultatif créé en vue de conseiller la secrétaire générale ou le secrétaire général ou de diriger les interventions liées au comportement déviant ou perturbateur des membres de la communauté universitaire.

La secrétaire générale ou le secrétaire général peut également consulter toutes personnes dont l'avis ou les informations qu'elles possèdent seraient jugées utiles à la prise de décision, dont la directrice ou le directeur de service concerné dans le cas d'un membre du personnel ou la directrice ou le directeur des Services à la vie étudiante dans le cas d'une étudiante ou d'un étudiant.

3. COMITÉ CONSULTATIF

Le comité consultatif créé en vue de conseiller la secrétaire générale ou le secrétaire général ou de diriger les interventions liées au comportement déviant ou perturbateur des membres de la communauté universitaire est constitué d'une représentante ou d'un représentant des unités administratives suivantes :

- Service des ressources humaines et financières – volet ressources humaines,
- Service des immeubles – division Services de sécurité,
- Services à la vie étudiante.

Les membres du comité consultatif sont nommés par le comité de direction pour un mandat de trois ans. Les modalités de fonctionnement du comité sont déterminées par les membres.

4. TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

L'Université peut communiquer les renseignements nécessaires en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, lorsque la secrétaire générale ou le secrétaire général constate qu'il existe un motif raisonnable de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable.

La transmission des renseignements est limitée à la personne exposée au danger ou aux personnes exposées au danger, à leur représentante ou représentant et à toute personne susceptible de leur porter secours.

5. DÉLÉGATION DE POUVOIR

En l'absence de la secrétaire générale ou du secrétaire général, la vice-rectrice ou le vice-recteur à la communauté universitaire peut agir en son nom.

6. TENUE D'UN REGISTRE

La secrétaire générale ou le secrétaire général inscrit chacune des communications autorisées dans un registre tenu à cette fin.

7. DIFFUSION ET MISE À JOUR DE LA DIRECTIVE

La secrétaire générale ou le secrétaire général est responsable de la diffusion et de la mise à jour de la présente directive.

8. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente directive est entrée en vigueur le 16 décembre 2003; les dernières modifications ont été approuvées par le comité de direction le 2 mars 2009.